



Non à une politique d'immigration isolationniste

En refusant nettement l'initiative de l'UDC « contre l'immigration de masse », le Conseil national a émis un signal important : ce genre de solution radicale ne contribue pas à améliorer la politique d'immigration de la Suisse. La résiliation de l'accord sur la libre circulation des personnes mettrait en jeu les accords bilatéraux. L'initiative ne tient pas compte du fait que la prospérité de la Suisse dépend largement de l'immigration.

Au cours d'un débat d'une longueur probablement record, le Conseil national a examiné l'initiative de l'UDC « contre l'immigration de masse » et recommandé son refus, par 128 voix contre 49. Avec une rare unanimité, des représentants du camp bourgeois et de celui de la gauche et des Verts ont souligné l'utilité de l'immigration et mis en garde contre une volte-face vers une politique isolationniste.

Au cours de ces dernières années, la Suisse a saisi les chances offertes par le grand marché du travail européen d'une manière optimale. L'accord sur la libre circulation des personnes a permis aux entreprises helvétiques de recruter précisément la main-d'œuvre qui se fait rare en Suisse : des spécialistes hautement qualifiés pour la branche de l'informatique, la recherche et le système de la santé ainsi que de la main-d'œuvre spécialisée pour les secteurs du bâtiment, de l'agriculture et de l'hôtellerie. La faiblesse persistante du taux de chômage montre bien que ces immigrés n'évincent pas des travailleurs locaux, mais qu'ils sont une nécessité.

Alourdissement de la bureaucratie

Le débat du Conseil national a fort justement abordé la question des conséquences de la croissance démographique. Selon l'avis majoritaire, les flux migratoires ne sont que partiellement responsables de la pénurie de logements, des problèmes en matière de transport et du mitage du territoire. La volonté politique existe de chercher des solutions ciblées pour résoudre ces problèmes. À l'instar des milieux économiques, la majorité des parlementaires sont convaincus que la voie proposée par l'UDC n'améliorerait pas la situation.

La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a déclaré en conclusion qu'un retour à un système de contingents impliquerait surtout de la « bureaucratie, beaucoup de bureaucratie ». Selon elle, le Parlement aurait meilleur temps de s'associer aux cantons, aux villes et aux partenaires sociaux pour chercher des solutions dans les domaines où l'immigration a des conséquences négatives pour la société. D'après elle, l'initiative ne ferait que créer de nouveaux problèmes : en cas d'acceptation, les accords bilatéraux I seraient résiliés en l'espace de quelques mois seulement.